



6757 - Projet de loi modifiant a) la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics et b) la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

- Rapports de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative sur les projets de loi 6457, 6458, 6459, 6460, 6461, 6462, 6463 et 6465 ainsi que rapport de la Commission des Affaires intérieures sur le projet de loi 6757: M. Yves Cruchten
- Discussion générale: Mme Octavie Modert (dépôt de deux motions) (M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative intervient), M. Yves Cruchten (dépôt d'une motion), M. Gusty Graas, M. Claude Adam (M. Justin Turpel intervient), M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion) (interventions de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et M. Eugène Berger), M. Justin Turpel (interventions de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (dépôt de quatre motions et de 50 amendements), M. Lex Delles
- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (interventions de Mme Octavie Modert et M. Justin Turpel)
- M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Amendements relatifs au projet de loi n°6457
- Vote sur l'amendement n°1 concernant l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 3 du projet de loi n°6457 (rejeté)
- Vote sur les amendements n°2 à n°9, n°12 et n°19 concernant les articles 5, 6, 7, 8, 18 et 36 du projet de loi n°6457 (rejetés)
- Vote sur l'amendement n°10 concernant l'insertion d'un nouvel article entre les articles 15 et 16 du projet de loi n°6457 (rejeté)
- Vote sur les amendements n°11, n°13 et n°14 concernant les articles 16, 18 et 27 du projet de loi n°6457 (rejetés)
- Vote sur les amendements n°15, n°16, n°17 et n°18 concernant l'article 32 et l'insertion de trois nouveaux articles entre les articles 32 et 33 du projet de loi n°6457 (rejetés)
- Vote sur l'amendement n°20 concernant l'ajout d'un paragraphe 2° à l'article 55 du projet de loi n°6457 (rejeté)
- Vote sur les amendements n°21 et n°22 concernant l'article 56 et l'insertion d'un nouvel article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457 (rejetés)
- Vote sur l'amendement n°23 concernant l'insertion d'un article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457 (rejeté)
- Vote sur l'amendement n°24 concernant l'insertion d'un article entre les articles 56 et 57 du projet de loi n°6457 (rejeté)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6457 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6458 et dispense du second vote constitutionnel
- Amendements relatifs au projet de loi n°6459
- Vote sur l'amendement n°1 concernant l'alinéa 1er du paragraphe 1 de l'article 5 du projet de loi n°6459 (rejeté)
- Vote sur les amendements n°2 et n°3 concernant les articles 7 et 16 du projet de loi n°6459 (rejetés)
- Vote sur les amendements n°4 et n°5 concernant l'article 16 du projet de loi n°6459 (rejetés)

- Vote sur les amendements n°6 et n°7 concernant l'article 16 du projet de loi n°6459 (rejetés)
- Vote sur les amendements n°8, n°9 et n°10 concernant l'article 37 du projet de loi n°6459 (rejetés)
- Vote sur les amendements n°11 et n°12 concernant l'article 41 du projet de loi n°6459 (rejetés)
- Vote sur l'amendement n°13 concernant l'ajout d'un alinéa au paragraphe 3 de l'article 44 du projet de loi n°6459 (rejeté)
- Vote sur les amendements n°14 à n°19 concernant les articles 43, 46, 47, 48, 49 et 50 du projet de loi n°6459 (rejetés)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6459 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6460 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6461 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6462 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6463 et dispense du second vote constitutionnel
- Amendements relatifs au projet de loi n°6465: M. Justin Turpel
- Vote sur les amendements n°1 et n°3 à n°7 concernant les articles 7, 20, 61 et 63 du projet de loi n°6465 (rejetés)
- Vote sur l'amendement n°2 concernant la suppression de la première phrase du paragraphe (3) de l'article 7 du projet de loi n°6465 (rejeté)
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6465 et dispense du second vote constitutionnel
- Vote sur l'ensemble du projet de loi 6757 et dispense du second vote constitutionnel
- Motions relatives aux projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465
- Motion 1 de Mme Octavie Modert (projet de loi n°6459), motion 4 de M. Fernand Kartheiser et motion 6 de M. Justin Turpel (projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465): M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel, M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Alex Bodry, M. Justin Turpel
- Vote sur la priorité à accorder à la motion modifiée n°3 (priorité accordée; motion n°1 retirée et motions n°4 et n°6 déclarées caduques)
- Vote sur la motion modifiée n°3 de M. Yves Cruchten (projets de loi n°6457, n°6458, n°6459, n°6460, n°6461, n°6462, n°6463 et n°6465) (adoptée)
- Vote sur la motion n°2 de Mme Octavie Modert (projet de loi n°6459) (rejetée)
- Motions n°5, n°7 et n°8 de M. Justin Turpel: M. Justin Turpel, M. Fernand Kartheiser et M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
- Vote sur la motion n°5 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6459) (rejetée)
- Vote sur la motion n°7 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6457) (rejetée)
- Vote sur la motion n°8 de M. Justin Turpel (projet de loi n°6457) (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Romain Schneider, Félix Braz, Pierre Gramégnia, Dan Kersch et Claude Meisch, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Kolleeginnen an Kolleegen, e schéine gudden Mëtteteg. Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► M. Félix Braz, Ministre de la Justice.- Neen, Här President.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci.

2. Communications

Ech wollt lech da folgend Kommunikatiounen maachen:

1) D'Lëscht vun de parlamentaresche Froen an den Antwerten ass hei deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit eiser leschter Sëtzung hei an der Chamber deponéiert gi sinn, ass de Fraktiouen zougestallt ginn.

3) D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, idem.

4) An iwwer Arrété grand-ducal de retrait gouf de Projet de loi 6583 iwwert d'Promotioen vum Logement a vum nohaltege Wunne vum Rôle gestrach.

Communications du Président - séance publique du 24 mars 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6794 - Projet de loi portant modification de la loi

modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 18.03.2015

6795 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 1989 portant organisation des professions d'architecte et d'ingénieur-conseil

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 20.03.2015

6796 - Projet de loi portant rectification de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2015

Dépôt: M. Pierre Gramégnia, Ministre des Finances, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 24.03.2015

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

Demande de pétition publique n°496 - Mise en place d'un macadam permettant de réduire les nuisances sonores à l'arrivée en ville de l'autoroute A4, au niveau du parking Bouillon, sous le tunnel et avant le tunnel

Dépôt: 17.03.2015 par M. Andrew Hall

Demande de pétition publique n°497 - Petitoune fir d'Nationalhymn „Ons Heemecht“ als obligatoireschen a pädagogesche Léierstoff an de Schoulen

Dépôt: 18.03.2015 par M. Joe Thein

4) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 13 mars 2015, le projet de loi 6583 relative à la promotion du logement et de l'habitat durables a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 24 mars 2015.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Jo, Här Kartheiser.

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här Président, ech wollt mer erlaben, d'Wuert ze froe fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Jo, dann hutt Dir d'Wuert.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dës Geleeënheet huelen, fir eng Proposition de loi ze deponéieren, déi sech èm d'Assistance médicale à la procréation këmmert an och èm Froe wéi zum Beispill d'GPA, also d'Gestation par autrui:

6797 - Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation.

Dat ass eng Debatt, déi mer am Abléck jo féieren am Kader vum Filiatiounsgesetz. Dat ass also eng Kontributioun zu deene Froen, déi am Abléck an därf Kommissiouen behandelt ginn. Villmoos Merci.

Wann ech gelift, Här President.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci, Här Kartheiser. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun därf Proposition de loi.

4. Ordre du jour

Dann zu eisem Ordre du jour. D'Presidentekonferenz huet fir d'Sëtzung vun haut deen Ordre du jour virgeschloen, deen lech zougestallt ginn ass.

Sidd Der mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidiert.

Éischte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 6454A, eng Ofännierung vum Gesetz iwwert d'Assurance. D'Riedézaït ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt d'Réportrice, déi och scho prett ass, d'Madame Joëlle Elvinger. Dir hutt d'Wuert.

5. 6454A - Projet de loi portant modification de:

1) L'article 15-1 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant

1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;

2. modification du Code pénal;

3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, vun deem ech lech elo de Rapport maachen, huet als Objet, eng EU-Direktiv émzesetzen, wat d'Gläichberechtigung vu Mann a Fra beim Ausstelle vun Assurancéproduiten ugeet.

De Projet de loi ass de 25. Juli 2012 vum deemolege Finanzminister déposéiert ginn, du mat der Nummer 6454. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis de 15. Oktober 2012 ugeholl, an de Statsrot huet sain Avis den 22. Januar 2013 finaliséiert. D'Observatioun vum Statsrot hunn dunn derzou gefouert, dass den initiale Gesetzesstext opgedeelt ginn ass, soudass mer haut den éischten Deel vun den Dispositiounen am Projet de loi 6454A diskutéieren. Firwat dës Scissiouen néideg war, erklären ech lech méi spéit.

D'Finanz- a Budgetskommission huet de schrifftleche Rapport an hirer Sëtzung vum 17. Mäerz dëst Joer ugeholl.

Här President, d'Direktiv 2004/113/CE vum 13. Dezember 2004 gesäit vir, dass et am Prinzip keng Diskriminatioun téssent Mann a Fra däarf ginn, wat den Accès zu Produiten a Servicer ugeet, an dat och am Assurancésecteur. Och wann den Artikel 5 Paragraf 2 eng Ausham zu dëser allgemenger Regel virgesäßt,



SÉANCE 27

MARDI, 24 MARS 2015

esou huet d'Cour de justice vun der Europäischer Unioun den 1. Mäerz 2011 an engem Arêt festgehalen, dass déss Exception net konform ass.

An anere Wieder: No enger Transitionphas gëtt et keng Konditioun méi, énnert deenen d'Netgläichberechtigung téschent Mann a Fra nach berechtegt wier.

Dofir wäert et duerch dése Gesetzestext elo net méi erlaabt sinn, d'Geschlecht vum Client als Kritär ze huelen, fir de Práis vun enger Assurance ze rechnen. Well mir bei der Mise en conformité op désem Punkt eng bestëmmten zäitlech Urgence hunn, goufen déi Dispositiounen aus dem initiale Gesetzestext iwwert d'Assurancen N°6454, déi d'Gläichberechtigung uginn, erausgeholl, fir se elo an engem separate Projet, dem Projet de loi 6454A, ze diskutéieren.

An deem Senn gouf elo d'Scissioun esou virgeholl, wéi de Statsrot dat a sengem Avis scho proposéiert hat.

Här President, de virlerende Gesetzestext gesäßt zwou Gesetzesänderunge vir, fir sécherzestellen, dass eis Legislatioun konform mat den europäische Gesetzer ass. Et ass wichtig, dass et keng absichtlech Diskriminatioun téschent de Geschlechter gëtt, an dëst gëllt an eisem all-deegleche Liewen, also och, wa mer en Assurancékontrakt énnerschreiven.

Ech soen dofir dem Finanzminister an och senge Beamte Merci a ginn den Accord vun der liberaler Fraktioun zu désem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci der Madame Rapportrice. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, fir d'Éischt e grousse Merci un eis Rapportrice, déi en exzellente schrifftlechen a mëndlechen Virtrag hei ofgeliwwert huet. Si huet erkläert, ém wat et geet. Hei gëtt eng Gläichstellung zwësche Fraen a Männer och bei den Assurancékontrakter gemaach. Mir wäerte mat Begeeschterung dee Projet de loi stëmmen.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Ass dem Här Fayot seng Begeeschterung och esou grouss?

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Merci, Här President. Ech géif och dem Joëlle Elvinger gär Merci soe fir säi ganz gudde mëndlechen a schrifftleche Rapport. An et ass alles gesot zu désem Projet de loi. Ech géif dann och domat den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Keng weider Wuertmeldungen?

► **Une voix**.- Dach!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Da ginn ech dovun aus... Ah, entschëllekt, d'Madame Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Här President, ech wollt just kuerz d'Wuert ergräifen, fir der Rapportrice Merci ze soe fir hir Rapporten an den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussionen an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramégna**, Ministre des Finances.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si fru iwvert déi Begeeschterung iwwert d'Transposition vun der Jurisprudenz vun der Cour de justice, déi hei fir Gläichheet oder anescht ausgedréckt „absence de discrimination“ sech assetzt och bei den Assurancéprimmen.

Mir hunn dat missen aus dem originale Projet eraushuelen, well d'Transposition vu Solvency II, wat e ganz décke Volume wäert ginn, och nach vill evoluéiert huet, och um europäischen Niveau. Mir wäerten och eng Kéier dann d'Geleeënheet hunn, hei an der Chamber iwwer Solvency II ze schwätzen. Dat gëtt en fait den neie Code de référence fir alles, wat mat den Assurancen ze dinn huet. An do fäerten ech, dass eis Diskussionen e bësse méi kompliziéiert ginn.

Dofir sinn ech fru, dass mer deen heiten Deel konnten eraushuelen, an ech soen dann och der Rapportrice villmools Merci fir de schrifftlechen a mëndleche Bericht.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir kéint dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6454A iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6454A et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruption)

Jo, okay. An de Vote ass ofgeschloss.

Mat deene Korrektiouen, déi ugekënnegt sinn, ass de Projet 6454A unanime bei deenen, déi elo en ligne waren, dat waren der 56, ugeholl. A mir korrigéieren dat selbstverständliche.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6454A est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Jean-Marie Halsdorf), Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Félix Eischen), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par Mme Simone Beissel), Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. Eugène Berger), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter), Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidément.

Ech soen lech Merci. A mir géifen dann direkt zum nächste Projet vum Ordre du jour iwwerhogen. Dat ass de Projet 6751 an et geet do ém en EU-Reglement iwwert d'Compétence judiciaire. D'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Simone Beissel, déi scho prett ass.

6.6751 - Projet de loi relatif à la mise en application du règlement (UE) n°1215/2012 du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte) et modifiant le Nouveau Code de procédure civile

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et geet bei désem Projet ém d'Émännerung vum Nouveau Code de procédure civile am Kader vun der Applikatioun vun dem EU-Reglement N°1215/2012, och genannt Reglement „Bruxelles bis“. Dat Reglement betréfft d'Compétence judiciaire, d'Reconnaissance an d'Exekutioun vu Justizuerleer en matière civile et commerciale an de Länner vun der EU.

Ganz kuerz zur Prozedur: Den Dépôt war den 3. Dezember 2014. De Statsrot huet den 20. Januar 2015 sain Avis ofginn, dee ganz positiv war. Ech si genannt ginn als Rapporteur an den 18. Mäerz huet d'Kommissioun dése Rapport écrit uegholl, deen Der jo kennt.

Zum Contenu: Et gëtt hei een Artikel mat dräi Paragrafen. Et geet drëm, fir en neien Artikel 685-4 an den Neie Code de procédure civile anzeseten, dést ebe mat Referenz op dee Reglement „Bruxelles bis“, dee jo d'application directe ass an all eise Länner. D'Reglementer sinn d'application directe, mä heiansdo müssen Detailpunkte regléiert ginn, an dat ass den Objet vun désem Projet de loi.

Hei geet et och drëm, fir d'Sécurité juridique ze héijen. De President vum Tribunal d'arrondissement kritt d'Kompetenz, fir iwwer all d'Demanden, déi d'Exekutioun oder de Refus d'exécution oder d'Absence de motifs vun enger Décision d'exécution betreffen, ze statuéieren. Et ass ageféiert ginn op Wunsch vum Statsrot, dass de System d'Prozedur vum Référez ass, dat heescht d'Schnellverfahren. An dat hu mer och ageféiert sougutt an eischter Instanz wéi am Appell.

De Règlement „Bruxelles bis“ huet als Zil, fir de Principe de reconnaissance mutuelle ze renforcéieren an d'Zirkulatioun notamment vun allegueren de Justizuerleer intra-EU ze verbesseren.

Eng grouss Nouveautéit, déi dése Projet mat sech bréngt, an dorwuer si ganz vill Affekten frou, dat ass, dass d'Exequatur an all eise Länner ofgeschaft gëtt, d'Exequatur, énnert d'Affekten émmer gelidden hunn, mat all de Formalitéiten.

De Créancier vun engem Uerteel, wat an iergendengem EU-Land geholl ginn ass, kritt elo automatesch eng Kopie, e Certificat d'authenticité, a wann et Force exécutoire an engem Land huet, kann dat Uerteel direkt an engem anere Land exekutéiert ginn. Dat heescht keng Formalitéite méi, vill manner Käschten, vill méi kuerz Délaien an dofir eng verbessert Sécurité juridique.

Et ass awer och esou: D'Sécurité juridique ass jo awer zu den zwou Säiten. Dat heescht, den Débiteur vun dem Uerteel ass awer och geschützt. Ech hunn lech virdru gesot, dass et d'Méiglechkeet gëtt, fir ebe just seng Exekutioun virun dem President vum Bezirkgericht ze contestéieren, mat all de Voie-de-recoursen, déi do sinn.

Also, am grousse Ganzen ass dee Projet de loi hei ganz wichtig, well et ergëtt en „mieux légiférer“, vun deem Der wësst, wat eng vun den Zilsetzunge vun Europa ass. D'Sécurité juridique ass garantéiert.

Mä wat och ganz wichtig ass, ass, dass mer hei op engem gudde Wee sinn, well ebe just en matière de compétence civile et commerciale et net esou evident ass, fir eben d'Legislatiounen vun eise Länner net némmen ze rapprochéieren, mä deelweis souguer ze harmoniséieren a wierklech vill méi eng effikass Exekutioun vun den Uerteeler ze maachen.

Fir de Rescht verweisen ech op mäi schrifftleche Rapport. Wëssend ém d'Wichtegkeet vun désem Projet, bréngen ech mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioun an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Madame Rapportrice. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden** (CSV).- Merci, Här President. Fir d'Éischt och am Numm vun der CSV-Fraktioun der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schrifftleche Rapport. D'Rapportrice ass op d'Nouveautéit agaangen. Mir maachen hei wierklech e Paradigmewiesel, well op europäeschem Niveau gëtt et elo méi einfach, Jugementer ze exekutéieren, déi an engem anere Memberland geschwat gi sinn.

Et ass e Paradigmewiesel an deem Senn, datt de Créancier elo net muss eng Requête maachen, mä den Débiteur muss eng Requête maache beim President vum Référez, wann e wëllt d'Exekutioun empêchéieren. Ech mengen, dat heiten ass e Gesetzestext, deen ee kann an déi Kategorie klasséieren, wou mer wierklech méi effizient kënnen d'Justiz op europäischem Niveau émsetzen.

An d'CSV-Fraktioun gëtt natierlech hiren Accord zu désem Projet.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Nächste Riedner ass den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Jo, Merci, Här President. Och vu mir e Merci un d'Simone Beissel fir hire ganz gudde schrifftlechen a mëndlechen Rapport. Ech mengen, si huet alles gesot zu désem Projet de loi. Et handelt sech hei effektiv ém eng wichtig Amélioratioun. All d'Affekten heibanne wëssen, wéi penibel et émmer war, fir déi Exequatursprozedur do ze maachen, wat ju o sech e Frein ass zu der fräier Zirkulatioun vun de Jugementer. Ech mengen, dat hei ass e klenge Projet de loi am Kader vun eiser heiter Debatt, mä awer e ganz wichtegen.

An dofir bréngen ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu désem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Nächste Riedner ass d'Madame Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Jo, Här President, just e puer Wieder, fir der Madame Beissel Merci ze soe fir hire mëndlechen a schrifftleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Den Här Reding.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, Merci, Här President. Merci der Rapportrice. Mir können als ADR eis leider Gottes deem positive Vote hei net uschléissen.

Et ass wouer, et ass net méi um Créancier, et ass um Débiteur, fir elo e Recours ze maache géint d'Exekutioun vun engem Uerteel hei zu Lëtzebuerg. An dat ass wahrscheinlech a 95%, an 98% vun de Fäll eng gutt Saach. D'Käschte ginn erof, d'Prozedure gi méi schnell. Mä vergieesse mer net, datt aner Länner an Europa zum Deel eng ganz aner Virstellung hu vu Justice an och eng gewëss Korruption. Dat ass einfach Fakt!

Ech schwätzen einfach elo emol ganz aus der Praxis. Zwee Belsch maachen eng Liquidatioun vun hirer Communauté. Dee Mann ass geplënnert op Lëtzebuerg, d'Fra verschweigt dat. De Mann kritt en Notaire genannt, fi hien ze vertrieben. Deen énnerschreift en Acte de liquidation, wou de Mann op eemol ganz vill Sue schéleg ass, an d'Fra exekutéiert dat dann zu Lëtzebuerg mat enger Saisie sur salaire, obwuel dee Mann ni-mools d'Méiglechkeet hat, sech ze verteidegen. Jo, en huet hei nach émmer eng Recours-méiglechkeet. Mä dat dote si Fäll, déi et gëtt.

Et gëtt Fäll, wou a Rumänen en Uerteel gesprach gëtt vun engem Divorce. Dat gëtt zu Lëtzebuerg transcriveert. D'Fra ass also gescheet a keeft en Immeubel. An doropshi geet hire Mann hin a freeet a kritt a Rumänen d'Annulation vun deem Uerteel. Dat sinn alles Saachen, déi fir déi betraffe Leit extrem, extrem schlëmm sinn. An ech fannen, d'Rechts-sécherheit soll net geaffert gi mat engem Text wéi deem heiten, obwuel en dann natierlech Commerçanten erlaabt, vill méi liicht ze exekutéieren oder Inkassoverfahren ze maachen.

Mä hei bleift fir de Bierger d'Rechtssécherheit a ganz Steck Wee op der Streck an duerfir wäerde mir dése Projet net matstëmmen.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (d'éi Lénk).- Jo, Här President, mir wäerten och dee Projet hei net matstëmmen. Et si schonn Ursachen hei genannt ginn. Eng aner Ursach ass en déift Mësstrauen, wat mir einfach hu vis-à-vis vun deem Et-méi-einfach-Maachen, fir Uerteeler ze exekutéieren. Ganz einfach, well mer wëssen, dass déi, déi Uerteeler exekutéieren, meeschteens op dár anerer Säit vun der sozialer Barrière stinn - net némmen, mä dacks, mä dacks! -, an och profitéieren zum Beispill vu Klauselen, déi festleeën, wou en Uerteel soll geholl ginn a wou en Uerteel soll exekutéiert ginn.

Dat sinn déi sougenannt Klauselen, wat de Forugeet, wat d'Gericht ugeet, wou dann am Kontrakt festgeluecht gëtt, wat fir ee Gericht dat soll sinn. Dat si Kontrakter, do kann ee sech net dergéint wieren. An